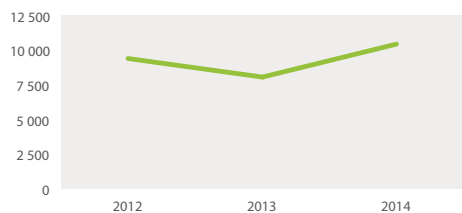




CAMEROUN

Léa Vicky Magne Domgho, Didier Begoude, Tata Precillia Ngome et Kathleen Flaherty

DÉPENSES DE LA RECHERCHE AGRICOLE



Millions de francs CFA
(prix constants 2011)

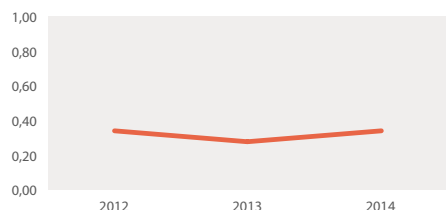
10 431,8

Millions de dollars PPA
(prix constants 2011)

45,9

	CAMEROUN	CÔTE D'IVOIRE	REP. CONGO	TCHAD
Millions de francs CFA (prix constants 2011)	10 431,8			
Millions de dollars PPA (prix constants 2011)	45,9	82,1	5,8	12,5

INTENSITÉ DES DÉPENSES

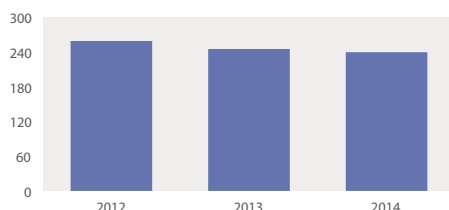


Pourcentage du
PIBA consacré à la
recherche agricole

0,34%

	CAMEROUN	CÔTE D'IVOIRE	REP. CONGO	TCHAD
Pourcentage du PIBA consacré à la recherche agricole	0,34%	0,53%	0,44%	0,09%

CHERCHEURS AGRICOLES



Équivalents
temps plein

240,1

Proportion de
diplômés MSc et PhD

85%

	CAMEROUN	CÔTE D'IVOIRE	REP. CONGO	TCHAD
Équivalents temps plein	240,1	253,2	104,2	90,7
Proportion de diplômés MSc et PhD	85%	99%	88%	98%

Notes: Les données ci-dessus sont celles de 2014. La recherche menée par le secteur privé à but lucratif a été exclue de cette fiche en raison du manque de données. Vous trouverez à la page 4 des informations sur l'accès à d'autres ressources, les procédures et méthodologies, les acronymes et les définitions. Voir www.asti.cgiar.org/fr/Cameroun/directory pour un aperçu des agences camerounaises impliquées dans la recherche agricole.



Faible niveau d'investissement

Si, entre 2012 et 2014, les dépenses de recherche agricole du Cameroun ont pu croître de 10% grâce au renforcement des contributions de l'État et d'autres organisations, la part du PIBA qu'elles représentent (0,34% en 2014) reste néanmoins bien en deçà de la cible de 1% recommandée par l'UA et l'ONU. Des investissements plus importants sont nécessaires, notamment pour améliorer l'offre de formation, la conduite d'enquêtes fondamentales, la mise en place des bases de données, les équipements des laboratoires et les infrastructures.



Défis liés aux capacités

Ces dernières années, le principal organisme public de recherche agricole, l'IRAD, a vu baisser son effectif de chercheurs agricoles: aux départs à la retraite (âge officiel de la retraite est de seulement 55 ans) se sont ajoutées des démissions motivées par l'insatisfaction au travail et par des salaires non-compétitifs. Le manque de personnel est particulièrement aigu dans les domaines axés sur la production animale, la nutrition et la sécurité alimentaire, les arbres fruitiers, les légumes et certaines cultures vivrières indigènes autres que le maïs et le manioc.



Importance de l'aide extérieure

Mis en œuvre par l'Agence française de développement, le programme C2D d'annulation et de reconversion de la dette camerounaise à la France a contribué plus de 2 milliards de francs CFA aux projets de recherche de l'IRAD pour les années 2014-2017. Ce financement a facilité la mise à niveau des laboratoires, y compris l'achat de fournitures et d'équipements indispensables et, de plus, une partie des apports du C2D alimente un fonds concurrentiel d'appui à des recherches initiées par le secteur privé.

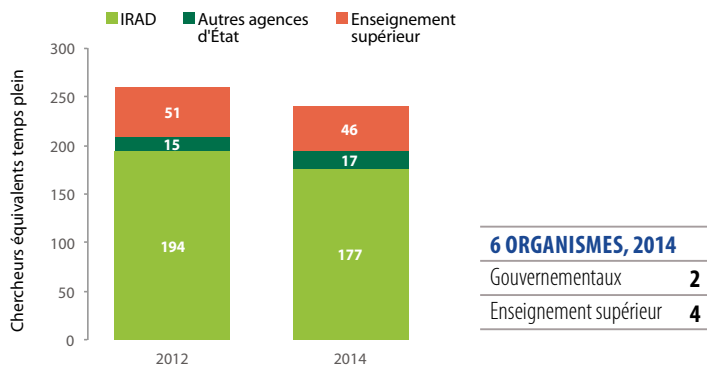


Faible appui de l'État

En 2014, l'IRAD n'a tiré que le tiers de son financement de l'État, le reste provenant de l'aide extérieure, de la vente de biens et services et des organisations de producteurs. Cette diversification réduit quelque peu la volatilité générale du financement, mais la faible subvention de l'État enfraint la capacité de l'IRAD à assumer ses coûts fixes, tels les salaires: le manque de fonds publics limite ainsi ses effectifs, mais aussi sa compétitivité, en l'empêchant d'offrir des salaires à parité avec ceux de l'enseignement supérieur et du secteur privé.

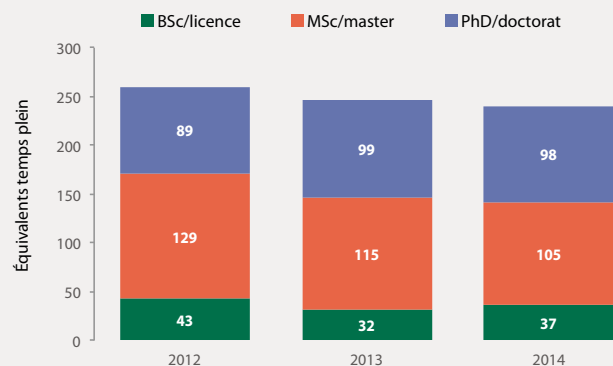
Composition institutionnelle de la recherche agricole camerounaise

En 2014, la conduite de la recherche agricole incombait à 2 organismes gouvernementaux, dont principalement l'IRAD, et à 4 établissements d'enseignement supérieur. L'IRAD employait les trois quarts des chercheurs agricoles du pays. Cependant, malgré le lancement de campagnes de recrutement, l'effectif de l'IRAD a baissé entre 2012 et 2014.



Répartition des chercheurs agricoles camerounais, par diplôme

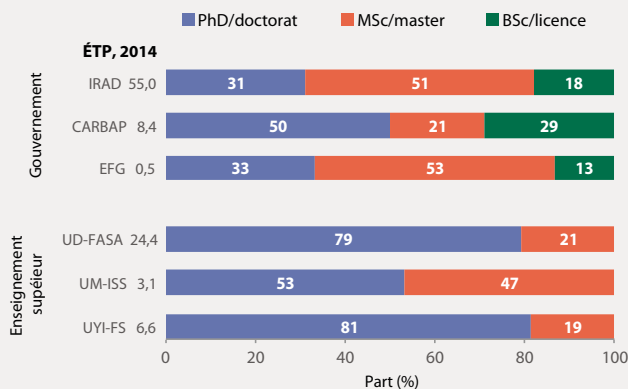
Malgré la campagne de recrutement de 2012, les effectifs des chercheurs agricoles camerounais de niveau BSc ou MSc ont baissé de 2012 à 2014, entraînant un déclin de l'effectif total du pays. Néanmoins, le nombre global de titulaires d'un doctorat a augmenté, reflétant surtout le renforcement de cette catégorie au sein de l'IRAD et du CARBAP.



Note: En 2014, les organismes de recherche agricole employaient également des techniciens diplômés BSc (15 ÉTP), MSc (38 ÉTP) et PhD (1 ÉTP).

Chercheurs agricoles du Cameroun par secteur et par diplôme

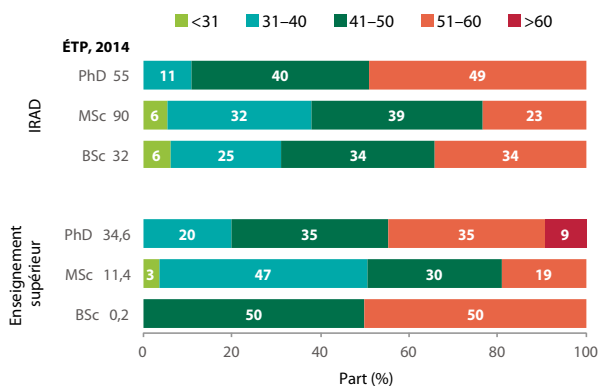
En 2014, alors que l'IRAD occupait trois fois plus de chercheurs agricoles que le secteur de l'enseignement supérieur (exprimé en ÉTP), sa proportion d'employés des chercheurs agricoles titulaires d'un doctorat était nettement inférieure.



Note: En 2014, les organismes camerounais de recherche agricole employaient également des techniciens diplômés BSc (15 ÉTP), MSc (38 ÉTP) et PhD (1 ÉTP).

Répartition des chercheurs agricoles camerounais, par tranche d'âge

En 2014, 50% des chercheurs de l'IRAD titulaires d'un PhD avaient plus de 50 ans, situation problématique vu que l'âge de la retraite y est fixé à 55 ans et que les départs à la retraite ont déjà contribué au déclin de ses effectifs. Il faut d'urgence lancer des efforts de formation et de recrutement à grande échelle pour pouvoir assurer la relève.



Répartition des chercheurs agricoles camerounais, titulaires d'un MSc ou d'un PhD, par discipline

En 2014, au Cameroun, les titulaires d'un doctorat étaient les plus nombreux en pathologie végétale, en génétique et sélection végétales, en zoologie/entomologie, en sylviculture et en pédologie. Les diplômés MSc dominaient dans les sciences socioéconomiques, l'agronomie, la gestion des ressources naturelles et la nutrition animale.

Chercheurs agricoles, 2014	ÉTP		Part (%)	
	MSc/master	PhD/doctorat	MSc/master	PhD/doctorat
Sélection végétale/génétique (y compris biotechnologie)	5	11	4	11
Phytopathologie	3	15	3	15
Physiologie des plantes	1	4	1	4
Botanique	2	2	2	2
Science et technologie des semences	1	1	1	1
Autres sciences agronomiques	11	3	10	3
Sélection animale/génétique	0,4	2	0,4	2
Élevage	0,4	3	0,4	3
Alimentation animale	7	1	7	1
Science laitière	–	1	–	1
Volailles	–	1	–	1
Médecine vétérinaire	4	3	4	3
Zoologie/entomologie	1	7	1	7
Bétail et autres animaux	4	–	4	–

Chercheurs agricoles, 2014	ÉTP		Part (%)	
	MSc/master	PhD/doctorat	MSc/master	PhD/doctorat
Sylviculture et agroforesterie	5	7	5	7
Pêcheries et ressources aquatiques	1	2	1	2
Sciences du sol/pédologie	6	7	5	7
Gestion des ressources naturelles	7	1	7	1
Gestion de l'eau et de l'irrigation	1	0,4	1	0,4
Écologie	1	3	1	3
Conservation de la biodiversité	4	1	4	1
Sciences alimentaires et nutrition	3	4	3	4
Socioéconomie (y compris économie agricole)	15	3	14	3
Vulgarisation et éducation	1	3	1	3
Autres sciences	20	13	19	14
Total	105	98	100	100

Note: Il s'agit d'estimations basées sur un échantillon multi-organisme représentant 98% du total de chercheurs ÉTP.

Part des femmes chercheuses au Cameroun

En 2014, 26% des chercheurs agricoles du Cameroun étaient des femmes. En moyenne, les chercheuses étaient plus jeunes et moins qualifiées que leurs collègues hommes.



Par diplôme, 2014

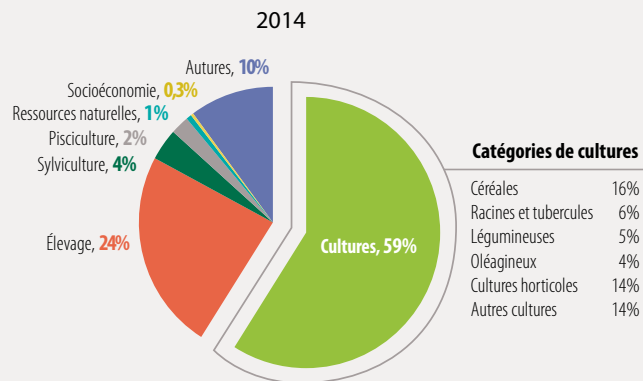
BSc/licence **27%** MSc/master **36%** PhD/doctorat **17%**

Par catégorie d'âge, 2014

< 41 **39%** 41–50 **21%** > 50 **5%**

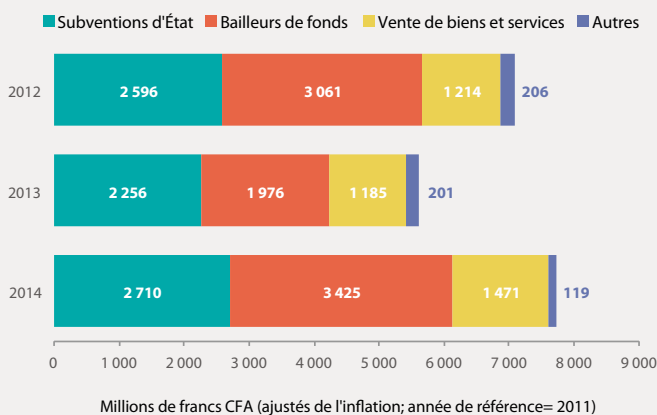
Répartition des chercheurs agricoles camerounais, par filière

En 2014, les chercheurs ÉTP se répartissaient comme suit : 59% en agronomie, 24% en zootechnie, 4% en sylviculture, 2% en halieutique et 1% travaillait sur les ressources naturelles. Les recherches des agronomes concernaient principalement la banane, le maïs, le cacao, le caoutchouc, le palmier à huile, le haricot et d'autres légumineuses.



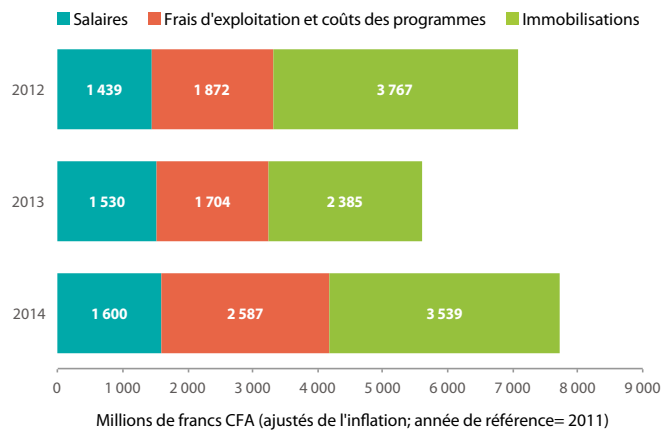
Sources de financement de l'IRAD

Au cours des années 2012–2014, la subvention de l'État à l'IRAD afficha une certaine stabilité par rapport aux fluctuations des apports de l'aide au développement, notamment des contributions sous le C2D. L'IRAD génère une importante quantité de fonds propres par la vente de ses biens et de ses services.



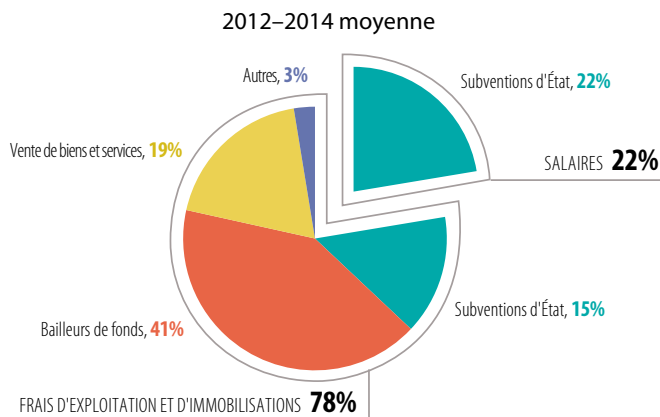
Dépenses de l'IRAD par catégorie de coût

De 2012 à 2014, les salaires n'absorbaient que 22% des dépenses totales de l'IRAD, pourcentage bien inférieur à la norme de la plupart des INRA africains. En moyenne, les frais d'exploitation et de programme représentaient 30% et les immobilisations 47%, même si la volatilité de l'aide extérieure entraînait de fortes fluctuations d'une année à l'autre.



Comparaison des dépenses et rentrées de l'IRAD

La masse salariale de l'IRAD est entièrement assumée par le gouvernement camerounais. Au cours des années 2012–2014, la couverture des frais d'exploitation et de programme, et des immobilisations fut partagée comme suit: l'État (15%), l'aide extérieure (35%), la vente de biens et services (19%) et les organisations de producteurs (7%).



Variétés végétales récemment mises en circulation par l'IRAD et le CARBAP

Entre 2012 et 2014 l'IRAD a mis sur le marché sept variétés de haricot vert, une variété de niébé et une de sorgho. Pendant la même période, le CARBAP a mis en circulation six variétés de plantain.

Culture	Nombre de variétés, 2012–2014	
	IRAD	CARBAP
Haricot	7	–
Niébé	1	–
Sorgho	1	–
Plantain	–	6
Total	9	6

Ressources pour le Cameroun

Cette fiche d'information présente les récentes données sur les performances de la recherche agricole au Cameroun. Elle se concentre essentiellement sur des informations relatives aux ressources financières, humaines et institutionnelles et aux résultats de la recherche, tout en mettant en exergue les tendances, les défis et les changements institutionnels. Des ressources additionnelles sont disponibles sur www.asti.cgiar.org/fr et comprennent :



La page interactive se rapportant au Cameroun présente des données se rapportant aux investissements et aux capacités de la recherche agricole, un outil pour explorer et télécharger ces données, et des hyperliens pour accéder à une variété de publications spécifiques.



L'outil d'analyse comparative permet de classer et de comparer des indicateurs de recherche agricole de différents pays africains.



L'outil de téléchargement de données permet d'accéder à des graphiques et des ensembles de données ASTI plus détaillés pour le Cameroun et bien d'autres pays.



L'annuaire ASTI répertorie les organismes effectuant la recherche agricole au Cameroun, en spécifiant leur emplacement et quelques indicateurs clés.

ASTI
INDICATEURS RELATIFS AUX SCIENCES ET TECHNOLOGIES AGRICOLES
Données et analyses d'accès libre sur les investissements de ressources financières et humaines dans la recherche agricole des pays à revenu faible et intermédiaire

Accueil | Données | Région | Publications | Partenaires | Présentation

CAMEROUN

Faible niveau d'investissement
Si, entre 2012 et 2014, les dépenses de recherche agricole au Cameroun ont pu croître de 10% grâce au renforcement des contributions de l'Etat et d'autres organisations, la part du PIB allouée respectivement de 2012 à 2014 reste relativement basse au regard de la cible de 1% recommandée par l'IFPRI. Des investissements plus importants sont requis, notamment pour améliorer l'offre de formation, la conduite d'enquêtes fondamentales, la mise en place des bases de données, les équipements des laboratoires et des infrastructures.

Info liée aux capacités
Ces dernières années, le principal organisme public de recherche agricole, l'IRAD, a vu baisser son effectif de chercheurs agricoles, avec l'impact à la retraite d'un départ massif de chercheurs (33 années sont écoulées des observations réalisées par l'Institut de la FAO et par des valeurs non comparables). Le manque de personnel est particulièrement évident dans les domaines liés au la production animale, la nutrition et la sécurité alimentaire, les autres secteurs, les légumes et certaines cultures vivrières indigènes, autres que le maïs et le manioc.

Importance de l'aide extérieure
Mise en œuvre par l'Agence française de développement, le programme L2D-développement et de coopération de la dette gouvernementale à la France a contribué plus de 2 milliards de francs CFA aux progrès de recherche de l'IRAD pour les années 2014-2017. Ce financement a facilité la mise à niveau des laboratoires, le rattrapage l'achat de fournitures et d'équipements indispensables et, de plus, une partie des appoints du C-20-aliement un fonds concourant d'appui à des recherches entreprises par le secteur privé.

Procédures et Méthodologies ASTI

- ▶ Les **données sous-jacentes à cette fiche** ont été obtenues principalement par la tenue d'enquêtes primaires, bien que certaines données proviennent de sources secondaires ou des estimations.
- ▶ Par **recherche agricole**, ASTI entend celle du secteur public, de l'enseignement supérieur et du secteur à but non lucratif ; est exclue la recherche conduite par le secteur privé à but lucratif en raison de l'insuffisance des données disponibles.
- ▶ Pour calculer ses statistiques sur les ressources humaines et financières, ASTI se base sur l'**équivalent temps-plein (ÉTP)**, qui prend en compte la proportion de temps effectivement consacré à la recherche par rapport au temps accordé à d'autres activités.
- ▶ ASTI présente ses données financières en monnaie locale de 2011 et en **dollars de parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2011**. En comparant les prix d'un plus grand éventail de biens et services locaux — par contraste à des biens et services échangés sur les marchés internationaux — les PPA reflètent mieux le pouvoir d'achat relatif des différentes devises que ne le font les taux de change officiels.
- ▶ Les montants que **dépense le secteur de l'enseignement supérieur** pour sa recherche font l'objet d'une estimation, car il s'avère impossible de les isoler des autres dépenses du secteur.
- ▶ Notez que **l'arrondi des décimaux** peut faire en sorte que le total soit supérieur ou inférieur d'une unité à la somme des parts.



Pour de plus amples informations sur les procédures et méthodologies ASTI, consultez www.asti.cgiar.org/fr/methodology.

Sigles et acronymes

CARBAP	Centre africain de recherche sur bananiers et plantains
C2D	Contrat de désendettement et de développement
EFG	École de Faune de Garoua
ÉTP	Équivalents temps plein
IRAD	Institut de recherche agricole pour le développement
NARI	Institut national de recherche agricole
ONU	Organisation des Nations Unies
PIBA	Produit intérieur brut agricole
PPA	Parité de pouvoir d'achat (taux de change)
R&D	Recherche et développement
UA	Union africaine
UD-FASA	Université de Dschang - Faculté d'agronomie et des sciences agronomiques
UM-ISS	Université de Maroua - Institut supérieur du Sahel
UYI-FS	Université de Yaoundé I - Faculté des sciences - Département de biologie végétale et physiologie

CONCERNANT ASTI, IFPRI ET IRAD

En collaboration avec un vaste réseau d'institutions internationales et d'organismes nationaux et régionaux de R&D agricole, **le programme ASTI sur les indicateurs relatifs aux sciences et aux technologies agricoles** constitue une source fiable d'information sur les systèmes de R&D agricole du monde en développement. ASTI relève de **l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)** qui, en tant que membre du CGIAR, propose des solutions empiriques aux problèmes de la faim, la malnutrition et la pauvreté. Principal organisme de recherche agricole du Cameroun, **L'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD)** est placé sous la tutelle à la fois du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation et du Ministère des Finances. Les recherches qu'il effectue portent sur les cultures, l'élevage, la sylviculture, les pêches et les ressources naturelles.

ASTI/IFPRI et IRAD remercient les organismes de R&D agricole ayant participé et contribué à la collecte des données et à la rédaction de cette fiche d'information. ASTI remercie également la Fondation Bill & Melinda Gates et le programme de recherche du CGIAR sur les politiques, institutions et marchés d'avoir apporté un soutien généreux à ses travaux en Afrique subsaharienne. Cette fiche constitue un produit ASTI direct qui n'a pas fait l'objet d'une évaluation par des pairs ; les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou les opinions ni de l'IFPRI ni de l'IRAD.

Copyright © 2017 Institut international de recherches sur les politiques alimentaires et Institut de Recherche Agricole pour le Développement. Nous autorisons la reproduction d'une ou de plusieurs sections de ce document sans demande de permission expresse, à condition que mention soit faite des auteurs (IFPRI et IRAD). Veuillez contacter l'IFPRI à l'adresse ifpricopyright@cgiar.org si vous souhaitez rééditer le texte intégral.